

SERVICES TECHNIQUES

..°..°..

ADMINISTRATIF

..°..°..

ST/JZ/JDA/EL/SD

Domaine : VOIRIE / TRAVAUX

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

ARRETE DU MAIRE N°248/25

Département de
SEINE-ET-MARNE

..°..°..

Canton de
PONTAULT-COMBAULT

..°..°..

Commune de
ROISSY-EN-BRIE

Objet : Règlementation de la circulation et du stationnement au 10-12 rue Parmentier, à Roissy-en-Brie, pour permettre la livraison d'un poste électrique par l'entreprise ENEDIS, à partir du mercredi 15 octobre 2025 jusqu'au vendredi 17 octobre 2025.

Le Maire de la Commune de Roissy-en-Brie,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L2213-1 à L2213-6,

VU le nouveau Code de la Route, notamment les articles R411-8 et R417-1 à R417-13,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 22 octobre 1963 modifiée par divers arrêtés subséquents, et notamment l'article 55 du Livre I- 4^{ème} partie,

CONSIDERANT la demande de l'entreprise ENEDIS domiciliée 22 boulevard de Beaubourg, 77183 CROISSY-BEAUBOURG, en vue d'effectuer la livraison d'un poste électrique, au 10-12 rue Parmentier à Roissy-en-Brie,

CONSIDERANT la nécessité de règlementer la circulation et le stationnement pendant la durée de la livraison d'un poste électrique ENEDIS, au droit et en face du 10-12 rue Parmentier.

A R R E T E :

Article 1 : La circulation sera interdite dans la rue Parmentier, de l'angle de la rue Ancel de Garlande, jusqu'à la rue de la Reine, à partir du mercredi 15 octobre 2025 jusqu'au vendredi 17 octobre 2025.

Article 2 : Le stationnement de tout véhicule sera interdit au droit et en face du chantier. Un balisage sera installé de part et d'autre du chantier afin d'inviter les piétons à emprunter le trottoir opposé aux travaux.

Article 3 : En cas de dégradation de la voirie et des trottoirs, les travaux de réfection devront respecter les prescriptions de l'arrêté du Maire n°234/81.

Article 4 : L'entreprise ENEDIS est chargée de l'installation et de l'entretien de la signalisation réglementaire.

Article 5 : Tout contrevenant à ce présent arrêté pourra faire l'objet de poursuites et être verbalisé.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois, à compter de sa publication.

Article 7 : MM. Mme - Le Maire de Roissy-en-Brie,

- Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Le Chef de Service de la Police Municipale de Roissy-en-Brie,
- Le SIETOM,
- SEPUR
- ENEDIS

sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Pour le Maire,
Le 1er Adjoint délégué en charge de l'urbanisme,
de l'environnement, des grands projets, des
travaux et des quartiers

Jonathan ZERDOUN

Signé électroniquement par :
Jonathan ZERDOUN
Le 08/10/2025 à 17:05